


Marie-Louise Opdenberg

L'année sociale

Fondée par Guy Spitaels

1977



**Institut de Sociologie (fondé par E. Solvay)
Etudes d'économie sociale**

Editions de l'Université de Bruxelles

TABLE DES MATIERES

<u>AVANT-PROPOS</u>	15
<u>PREMIERE PARTIE : LA VIE LEGISLATIVE</u>	19
I. <u>L'IMPACT DU CHOMAGE SUR LA POLITIQUE SOCIALE DU GOUVERNEMENT ET SES CONSEQUENCES LEGISLATIVES</u>	21
A. CONSIDERATIONS LIMINAIRES	21
B. LA LOI DIMINUANT LES COTISATIONS PATRONALES DE SECURITE SOCIALE DURANT SIX MOIS EN VUE DE PROMOUVOIR L'EMPLOI (24 janvier 1977)	22
1. Les justifications du projet de loi	22
2. Les travaux parlementaires	23
3. L'économie de la loi	26
4. La prorogation de la loi	27
C. LES DISCUSSIONS TRIPARTITES SUR L'EMPLOI	27
1. Le panorama des évènements	27
a. Introduction	27
b. Les dernières semaines du premier gouvernement Tindemans	28
c. De la dissolution du Parlement au gouvernement Tindemans II	33
d. Les débuts du second gouvernement Tindemans	33
2. Le contenu du plan Egmont, en particulier les mesures visant l'emploi	34
3. Les positions des partenaires sociaux	38
a. Le memorandum du M.O.C.	38
b. Les résolutions du Congrès extraordinaire de la F.G.T.B.	43
c. La note commune C.S.C.-F.G.T.B.	45
d. La position de la C.G.S.L.B.	49
e. Le memorandum de la F.E.B.	52
4. L'accord de gouvernement	56

D. LE VOLET SOCIAL DE LA LOI-PROGRAMME (22 décembre 1977)	60
1. Les justifications relatives aux matières sociales contenues dans le projet de loi	60
a. Le programme de résorption du chômage	60
b. Les modifications aux lois relatives aux pensions à charge du Trésor public	60
c. Les autres mesures sociales	67
2. L'avis de la Commission du Travail des Femmes du Ministère de l'Emploi et du Travail	69
3. Les travaux parlementaires	71
a. L'incident Maystadt	71
b. Les critiques adressées aux mesures sociales	72
4. L'économie des principales mesures du volet social de la loi	79
a. Le programme de résorption du chômage	79
b. Les modifications aux lois relatives aux pensions à charge du Trésor public	87
c. Les autres mesures sociales	88
5. Le pari du plan Spitaels	92
II. <u>LES PROBLEMES DE L'A.M.I.</u>	93
A. LES EFFECTIFS	93
B. LES DIFFICULTES FINANCIERES	95
1. Les comptes clôturés	95
2. Les résultats provisoires relatifs à 1976	95
3. L'évolution de la situation pour 1977	96
4. Le budget pour 1978	99
5. En résumé	104
C. LES ACCORDS MEDICO-MUTUALISTES	106
1. L'accord intérimaire du 18 mars 1977	106
2. L'accord fantôme de la St-Sylvestre	107
a. Le problème de la représentativité des organisations professionnelles de médecins	107
b. L'accord officieux	113
III. <u>LOI GARANTISSANT LA PROTECTION DES MEDECINS DU TRAVAIL</u> (28 dé- cembre 1977)	115
A. LES JUSTIFICATIONS DE LA PROPOSITION DE LOI	115
B. LES DISCUSSIONS PARLEMENTAIRES ET L'AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL	115
C. L'ECONOMIE DE LA LOI	118

IV. LA LOI OCTROYANT UNE ALLOCATION AUX TRAVAILLEURS SALARIES PENSIONNES <u>ET AUX TRAVAILLEURS SALARIES INVALIDES (19 juillet 1977)</u>	121
A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	121
B. LES DISCUSSIONS PARLEMENTAIRES	122
C. L'ECONOMIE DE LA LOI	124
<u>DEUXIEME PARTIE : LA VIE PARITAIRE</u>	127
I. <u>LA GREVE D'ATHUS ET LA CELLULE DE L'EMPLOI</u>	129
A. LA CRISE DANS LA SIDERURGIE	129
B. L'IMPORTANCE DE LA SIDERURGIE ET, EN PARTICULIER, DE LA METALLURGIQUE ET MINIERE DE RODANGE-ATHUS (M.M.R.A.) DANS LA VIE ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DU LUXEMBOURG	130
C. LES EVENEMENTS DE RODANGE-ATHUS	131
1. La fiche d'identité de la Métallurgique et Minière de Rodange-Athus	131
2. Les difficultés particulières à la M.M.R.A.	132
3. La dégradation en 1977	133
4. La grève et les négociations pour résoudre les problèmes de la M.M.R.A. et ceux de ses travailleurs	136
a. La période de grève proprement dite	136
b. La période d'occupation et la fin des négociations	138
D. LE CONTENU DE L'ACCORD	139
1. L'accord entre les gouvernements belge et luxembourgeois	139
2. Les garanties sociales	140
E. REFLEXIONS	143
1. L'impact de la grève	143
2. Les possibilités de réussite de la cellule de l'emploi	144
3. Les aspects significatifs de l'affaire d'Athus	145
II. <u>LA NEGOCIATION INTERPROFESSIONNELLE AVORTEE</u>	147
A. L'OPPOSITION DES THESES EN PRESENCE	147
1. Les 36 heures	147
2. Le temps partiel	149
B. LE FILM DE LA NEGOCIATION	151
C. CONCLUSIONS	154

III. <u>L'AVIS n°545 DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL SUR LA CREATION D'UN SERVICE D'INSPECTION SOCIALE GENERALE (3 mars 1977)</u>	159
<u>TROISIEME PARTIE : LA VIE SYNDICALE</u>	162
I. <u>LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE LA F.G.T.B. (pour mémoire)</u>	163
II. <u>LA TROISIEME "JOURNEE DES ENTREPRISES"</u>	163
<u>QUATRIEME PARTIE : LE VISAGE SOCIAL DE L'EUROPE</u>	167
I. LA DIRECTIVE DE LA C.E.E. SUR LE RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS DES ETATS MEMBRES RELATIVES AU MAINTIEN DES DROITS DES TRAVAILLEURS EN CAS DE TRANSFERTS D'ENTREPRISES, D'ETABLISSEMENTS OU DE PARTIE D'ETABLISSEMENTS (14 février 1977)	169
A. LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES	169
B. LA POSITION DU PARLEMENT EUROPEEN	170
C. L'AVIS DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL	171
D. L'ECONOMIE DE LA DIRECTIVE	171
1. Le champ d'application	171
2. Le maintien des droits des travailleurs	172
3. Information et consultation	173
4. Dispositions finales	173
II. <u>UNE MESURE CONCRETE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES POUR LUTTER CONTRE LE CHOMAGE : LA RENOVATION DU FONDS SOCIAL EUROPEEN</u>	175
<u>CINQUIEME PARTIE : L'EMPLOI ET LE CHOMAGE</u>	179
I. <u>L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE</u>	181
A. LES TENDANCES GENERALES	181
B. LES TENDANCES PARTICULIERES	182
1. Activités industrielle et agricole et services	182
2. La consommation des ménages	183
3. Les investissements des entreprises	184
4. La consommation et les investissements publics	184
C. LES PROPOSITIONS DU CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE POUR 1978	187

II. <u>LA PENURIE DE MAIN-D'OEUVRE</u>	190
A. LES OFFRES D'EMPLOIS NON SATISFAITES	190
B. L'IMMIGRATION	192
1. La politique d'introduction des étrangers	192
2. La politique d'accueil	192
3. Les données chiffrées	193
III. <u>LE CHOMAGE COMPLET</u>	199
A. LA SITUATION AU 30 juin 1977	199
1. Relevé et évolution	199
2. Le chômage complet selon les caractéristiques personnelles des chômeurs	200
3. Le chômage complet selon les régions	208
4. Le chômage complet selon les branches d'activités	209
5. L'importance réelle du chômage des jeunes	211
B. LA SITUATION AU 31 décembre 1977	213
1. L'évolution du chômage en général	213
2. L'évolution du chômage selon le sexe	214
3. L'évolution du chômage selon l'aptitude	215
4. L'évolution du chômage selon l'âge	216
5. L'évolution du chômage selon le statut social	217
6. L'évolution du chômage selon les régions	218
7. L'évolution du chômage selon les secteurs	221
8. En résumé	223
IV. <u>LE CHOMAGE PARTIEL</u>	224
 <u>DOCUMENTS ET PERIODIQUES CONSULTES</u>	 227